

Politique agricole commune L'aberration productiviste Laure Terrin, *Rouge* n°2112, 19 mai 2005

L'Union européenne consacre près de 40 % de son budget à l'agriculture, qui est aujourd'hui l'une des plus compétitive au monde. Mais la Politique agricole commune (PAC) continue à avoir des conséquences sociales désastreuses. Un engrenage que la Constitution européenne n'est pas près d'arrêter.

L'agriculture, malgré son déclin économique, marqué en particulier par la diminution du nombre d'actifs, reste un secteur au centre des politiques publiques et du débat sociétal. Pour des raisons stratégiques (sécurité alimentaire et arme alimentaire), écologiques et territoriales (une des rares activités économiques qui irriguent l'ensemble du territoire rural et qui gèrent, avec plus ou moins de bonheur, la majorité de l'espace national), l'évolution du secteur agricole est extrêmement encadrée (politiques agricoles, subventions, administration et réglementation) et a des répercussions sur notre quotidien (alimentation, qualité des eaux, nature des paysages, etc.).

Les politiques agricoles, et en particulier la Politique agricole commune (PAC), ont contribué à une transformation en profondeur du secteur agricole depuis les années cinquante, tant d'un point de vue social qu'économique.

La satisfaction des besoins alimentaires est une préoccupation millénaire de l'humanité, qui fonde notre rapport à l'agriculture. Le traumatisme, historiquement récent, de la pénurie alimentaire de la Seconde Guerre mondiale et des années qui ont suivi a marqué profondément nos sociétés. Rappelons-nous, ce n'est pas si vieux, des ruées sur l'huile et le sucre dans les supermarchés au début des années quatre-vingt dans des périodes vécues comme instables (la victoire de la gauche...). La PAC s'est construite sur ce traumatisme, avec l'objectif d'assurer une sécurité alimentaire durable dans les pays européens.

Au prix d'une restructuration profonde et du sacrifice d'une grande partie de sa population active, l'agriculture européenne¹ s'est « modernisée », est devenue « productive » et a rempli son contrat social : assurer durablement notre sécurité alimentaire dès les années soixante et soixante-dix. Dès le début des années quatre-vingt, les effets pervers d'un développement productiviste de l'agriculture (surproduction, problèmes environnementaux) se sont fait sentir et le consensus social a commencé à se déliter, alors que les politiques agricoles conservaient le même cap. Le divorce est consommé entre la société et les orientations agricoles lors des grandes crises des années quatre-vingt-dix (vache folle, contamination générale des eaux en Bretagne, etc.).

Au mépris de l'écologie

Depuis une vingtaine d'années, les politiques agricoles nationales et européennes, à côté de mesures ultra-productivistes, ont développé des axes environnementaux vécus comme des cache-sexes. La Constitution européenne tranche sans ambiguïté entre ces deux visions :

« La PAC aura pour but :

a) d'accroître la productivité de l'agriculture en développant le progrès technique et en assurant le développement rationnel de la production agricole ainsi qu'un emploi optimum des facteurs de production, notamment de la main-d'œuvre ; b) d'assurer un niveau de vie équitable à la population agricole [...] ; c) de stabiliser les marchés ; d) de garantir la sécurité des approvisionnements ; e) d'assurer des prix raisonnables dans les livraisons aux consommateurs².

En quelques articles concis et parfaitement clairs, la Constitution trace l'avenir de la PAC. Pas un mot sur la santé publique et sur la qualité des produits, pas un mot sur l'aménagement du territoire, pas un mot sur l'environnement, pas un mot sur la gestion des ressources naturelles. La future PAC sera exclusivement économique. À vrai dire, la sécurité alimentaire n'est plus un enjeu non plus, puisque la PAC aura pour but d'assurer « la sécurité des approvisionnements » (production ou importation donc...).

Vaches folles ? Eau potable ? Santé publique ? Qualité des produits ? Paysages ? Vitalité des zones rurales ? Risques naturels (incendies, etc.) ? Ça concerne l'agriculture ? Encore un fantasme de gauchistes !

¹ Avec des variantes nationales, liées aux politiques intérieures, la France ayant cherché à préserver le maintien d'une agriculture familiale, aujourd'hui quasiment disparue par exemple en Angleterre au profit d'entreprises agro-industrielles.

² Art III-227 (sont cités ici tous les objectifs de la PAC).

Politique ultralibérale

Malgré les crises de santé publique, malgré l'inquiétude croissante face aux OGM, malgré la pollution, la Constitution nous prépare comme seule politique agricole, la même qu'avant mais en pire : c'est le progrès...

« Accroître la productivité », pour quoi faire ? Aujourd'hui, en Europe, non seulement la production est suffisante, mais elle est souvent en surproduction structurelle (volailles, céréales, etc.). Les surplus - surtout céréales - sont exportés à perte (pour le contribuable) et contribuent à déstabiliser les économies des pays du Sud (la fameuse arme alimentaire). Cette course à la production se traduit par des dommages croissants, pour un bénéfice social franchement décroissant, sur l'environnement de tous et hypothèque nos ressources naturelles (l'eau, par exemple) et donc l'avenir.

En développant le progrès technique ? En clair, en développant les OGM. Ce n'est plus une ouverture, c'est un commandement ! Développer les OGM pour pouvoir produire plus et payer plus de restitutions à l'exportation (voir encadré ci-contre). Ruiner son environnement pour ruiner son portefeuille, quelle stratégie ! Enfin, comme on s'en doute, quelques-uns y gagneront... beaucoup, beaucoup d'argent.

« En optimisant les facteurs de production », kesako ? « Notamment la main-d'œuvre », là tout s'éclaire. Traduction pour les profanes et les naïfs : en diminuant la main-d'œuvre. Entre 1988 et 2000, le nombre d'actifs agricoles (hors salariés) est passé de 1 877 000 à 1 155 000, soit 722 000 emplois perdus. ça suffit !³

Alors même qu'une partie croissante des agriculteurs remet en cause le système productiviste⁴, que la qualité de l'alimentation, de l'environnement et des ressources en eau se dégrade, le texte, si progressiste aux dires de certains, pose donc comme principe constitutionnel de céder à l'agro-industrie l'avenir de notre agriculture, de notre alimentation et de notre environnement. Remarquez que c'est cohérent avec le reste...

Confédération paysanne : « “Non”, en tant que paysans, citoyens et Européens »

Depuis le 22 février, la Confédération paysanne appelle à voter « non » au référendum, contre un texte qui « organise, légalise et pérennise l'Europe des marchés et des marchands ». La Conf' s'élève contre les dogmes du libéralisme régissant les politiques agricoles qui nous conduisent depuis des années au désastre (famines, problèmes environnementaux et sanitaires). Dans ce texte, la Conf' réaffirme son engagement européen et international et pose la souveraineté alimentaire, seule garante de la satisfaction des besoins fondamentaux de tous, pour tous les pays comme fondement de son combat syndical.

Au-delà du traité constitutionnel, la Conf' est extrêmement critique sur la PAC, telle qu'elle est conduite à l'heure actuelle. Elle réclame de longue date un plafonnement des subventions par travailleur. Elle souhaite ainsi éviter la confiscation des fonds agricoles par les gros producteurs et veut favoriser de plus petites structures, génératrices d'emplois, dans une agriculture respectueuse de l'environnement.

Elle vient, au terme de plus d'un an de réflexion collective, de publier une proposition de politique agricole alternative appuyée sur trois grands principes :

- des prix agricoles rémunérateurs ;
- le droit à la souveraineté alimentaire par pays ou groupe de pays au niveau international ;
- la mise en œuvre d'une agriculture paysanne et durable, dans le sens de l'environnement et des ressources naturelles.

Elle réclame la fin des subventions à l'exportation, qui favorisent les grosses exploitations intensives européennes, nous coûtent très cher et déstabilisent l'agriculture vivrière des pays du Sud pour le seul profit de quelques-uns. Pour cela, elle propose de mettre en place des quotas de production et des plafonds de subventions ramenés au nombre d'actifs de chaque exploitation, en les aidant à se réorienter vers des productions pour le marché intérieur. La Conf' veut également des pratiques respectueuses de l'environnement et aimerait mettre en place une politique d'intervention publique pour maintenir des prix rémunérateurs pour les producteurs.

- La Conf' fait activement partie d'un réseau européen (la Confédération paysanne européenne) et d'une « internationale paysanne » (Via campesina).

³ Et ça continue : une ferme disparaît toutes les minutes dans l'Europe des 25...

⁴ Voir les scores croissants de la Confédération paysanne aux élections professionnelles. Avec des variantes nationales, liées aux politiques nationales, la France ayant cherché à préserver le maintien d'une agriculture familiale, aujourd'hui quasiment disparue par exemple en Angleterre au profit d'entreprises agro-industrielles.

FNSEA⁵ : « oui » au nom du « progrès »

Dans sa déclaration intitulée « Constitution : soutenir le progrès », Jean-Michel Lemétayer, président de la FNSEA, se déclare nettement pour le « oui » au référendum. Les arguments avancés sont toujours les mêmes vagues promesses d'une Europe plus démocratique, plus sociale et plus dynamique, sans aucune référence d'ailleurs aux aspects agricoles du texte. Il en appelle aux hommes politiques pour nous « donner un peu de rêve et de l'action » et « salue les déclarations de François Chérèque ». Sans commentaires... Cependant, ses positions sont loin de remporter l'unanimité dans les rangs de la FNSEA et le syndicat ne donne pas de consignes de vote. De fait, pour de bonnes et de mauvaises raisons, les échos que l'on entend dans les campagnes sont plutôt défavorables au traité.

L'effet pervers des subventions agricoles

Il existe toutes sortes de subventions agricoles qui forment un ensemble extrêmement complexe, impossible à décrire simplement (même les agriculteurs s'y perdent complètement), qui permet aux politiques publiques de régir l'évolution de l'agriculture de façon très puissante. En effet, les prix des produits agricoles sont très bas, souvent en dessous des coûts de production pour certaines denrées (viande, mais aussi céréales si on raisonne sur le prix du marché mondial, puisqu'elles sont souvent exportées). Parmi ces « aides », beaucoup concernent les grandes cultures (céréales pour aller vite) à deux niveaux principalement :

- les aides à l'hectare (donc plus on en a, plus on touche) ;
- les restitutions à l'exportation.

Le cours du marché mondial des céréales, base de l'alimentation mondiale tant pour les Hommes que pour le bétail, est très en dessous du cours du marché intérieur, et même des coûts de production. Pour maintenir la fameuse « vocation exportatrice » de l'agriculture européenne - et surtout française -, l'Europe paie, via nos impôts, la différence entre le prix directeur européen et le cours mondial de chaque tonne de céréales exportées. Cela permet donc de maintenir la marge des négociants et des producteurs quel que soit le cours mondial. Avec des rendements extrêmement élevés par rapport au reste du monde et ce système, nous pouvons donc inonder de céréales à bas prix les pays de Sud (les états-Unis font exactement la même chose).

C'est comme cela que la base de l'alimentation devient le pain de froment dans des pays d'Afrique qui n'en ont jamais produit, au grand détriment des cultures traditionnelles et des paysans locaux. Lesquels, ne pouvant plus vivre de leur travail, émigrent en ville et libèrent des terres pour faire des cacahuètes, qui sont loin d'être un aliment de base, ou des haricots verts, que vous pourrez manger en plein hiver. Haricots que vous paierez d'ailleurs d'autant moins cher que, chômage aidant, ces paysans se précipitent pour travailler dans les grandes exploitations industrielles pour un salaire de misère, dans le vague espoir de ne pas mourir de faim. En bref, dans notre monde merveilleux, grâce au progrès technique et au sacro-saint marché (beaucoup aidé on l'a vu par les finances publiques), tout le monde exporte chez les autres et mange de la m...

⁵ Fédération nationale des exploitants agricoles, syndicat majoritaire marqué à droite.